

Ferrand. « Lavé de tout soupçon »

Propos recueillis par Hervé Chambonnière

Son avocat dénonce des accusations gratuites, « une tentative de déstabilisation » et « au final, un résultat sans ambiguïté : il n'y avait aucune infraction pénale ». Dans une interview exclusive accordée au Télégramme, Richard Ferrand, chef de file des députés LREM, évoque les tourments de ces quatre derniers mois, et nous confie aussi ses projets.



« Je me sens à nouveau libre de parler de l'avenir de notre pays », a confié Richard Ferrand.

Le procureur classe l'enquête sans suite

L'enquête visant Richard Ferrand dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne a été classée sans suite, hier, par le procureur de Brest. Le magistrat a invoqué, notamment, la prescription de l'action publique concernant un éventuel délit de prise illégale d'intérêts. « Le parquet de Brest aurait pu envisager l'ouverture d'une information judiciaire », a expliqué le procureur de Brest, Jean-Philippe Récapé. Mais la date de prescription remonte au 19 juin 2015. « Les infractions d'abus de confiance et d'escroquerie » ne sont, elles, « pas constituées, faute d'un préjudice avéré », a précisé le magistrat. Richard Ferrand était soupçonné d'avoir favorisé sa compagnie, l'avocate Sandrine Doucen, à l'époque où il était directeur général (1998-2012) des Mutuelles de Bretagne et élu local PS. En 2011, cet organisme à but non lucratif, qui cherchait à louer des locaux pour installer un centre de soins à Brest, avait choisi la proposition d'une société civile immobilière appartenant à Sandrine Doucen. Selon Le Canard Enchaîné, la promesse de location avait permis à l'avocate d'obtenir un prêt bancaire équivalent à la totalité du prix de ces locaux « en mauvais état ». « Les investigations ont confirmé que le montant du loyer, ainsi que celui des investissements, ne dépassaient pas le prix du marché », a toutefois estimé le parquet.

> La justice a tranché. Quelle a été votre première réaction ?
Oui, deux fois. Dans les deux cas, je suis déclaré innocent. Je suis lavé de tout soupçon par la justice de la République. Je me sens libéré. Je me sens à nouveau libre de parler de l'avenir de notre pays. J'ai toujours su que je n'avais rien fait d'illégal ou d'immoral. Mais tant que la justice n'a pas dit le droit, vous êtes dans l'inquiétude et confronté au soupçon. Je vais, enfin, goûter à cette liberté, avec ma famille, qui a été atteinte et qui ne le méritait pas.



> Comment avez-vous vécu ces quatre mois de mise en cause ?
Très honnêtement, non. J'ai donné l'ai tout subi : les unes des journaux, les commentaires et les messages infamants et calomnieux, les insultes dans la rue, dans le train... Je pense à mes enfants, qui ont beaucoup souffert. Ma compagnie a aussi subi les insultes, et a fait preuve d'un courage extraordinaire. Cette affaire l'a bouleversée, mais elle a résisté.

> Avez-vous eu envie de tout arrêter ?

Dans ces cas-là, vous n'avez plus envie d'exister. Vous ne voulez plus croiser personne... Vous pensez à vos proches et vous avez peur qu'eux aussi se mettent à douter. J'ai eu de grands moments de désespoir. J'ai pensé qu'il fallait tout arrêter. Pour retrouver des forces, et pour retrouver le temps d'être proche de la femme que j'aime, de mes enfants et de mes amis.

> Vous avez remis votre démission au président de

la République ?

Oui, deux fois. Dans les deux cas, le Président m'a répété cette phrase, qui était rituelle pendant la campagne présidentielle : « On ne lâche rien et on continue ». Je n'ai rien lâché, j'ai fait campagne. Le jugement des électeurs, qui m'ont donné 57 % malgré le poison du soupçon et de la calomnie, c'est ma fierté. C'est ce soutien, celui du Président, de Brigitte Macron, celui de ma famille, de mes amis de la première heure, de mes collaborateurs et de mes collègues du groupe parlementaire que je préside, qui m'ont permis de tenir. Car j'ai aussi beaucoup reçu. Mais arrive un moment très étrange où les marques d'amitié glissent sur vous et où, au contraire, les signes négatifs, les attaques vous touchent plus que tout, vous mettent à terre. Plusieurs unes du Canard Enchaîné et du Monde, ça fragilise...

> La justice a tranché. Mais n'avez-vous tout de même pas le sentiment d'avoir commis une faute morale ?

Très honnêtement, non. J'ai donné vingt ans de ma vie aux Mutuelles de Bretagne, que j'ai redressées et développées. Hélas, à un moment donné, l'intérêt de l'entreprise a été de louer ce satané local à ma compagnie. De cela, on a fait un scandale... C'était un concours de circonstances. L'idée de proposer ce local aux Mutuelles n'est pas venue de moi, mais d'une de mes collaboratrices. Je ne m'y suis pas opposé. J'ai veillé aux intérêts des Mutuelles. Le conseil d'administration a tranché. Et voilà ! Au final, le local a été loué à un prix inférieur à celui du marché ! C'est une négociation à laquelle je n'ai pas participé. Je n'ai rien suggéré, rien décidé et ce n'est pas moi qui ai signé au final !

> Que vous faisiez faire une bonne affaire aux Mutuelles que vous dirigiez semble normal. Pour les citoyens, il semble, en revanche, moins normal que votre compagnie en ait aussi profité.

Ne regrettez-vous rien ?

Est-ce que j'ai fait quelque chose de malhonnête ? Est-ce que j'ai caché quelque chose ? Non, et c'est ça le fond de l'histoire. Tout a été fait en faveur des Mutuelles. On ne va pas refaire l'enquête, tout de même ! Quant à la bonne affaire qu'aurait faite ma compagnie, je rappelle qu'un bail commercial est toujours favorable à celui qui loue. Le local a été pris en l'état, à un prix de location inférieur à celui du marché. La contrepartie était d'investir pour l'aménager. Les Mutuelles pouvaient très bien décider de partir si le local ne leur convenait pas. Aujourd'hui, alors que j'ai quitté la direction générale depuis plus de cinq ans, les Mutuelles n'ont toujours pas remis en question cette location. Elles en avaient la possibilité. S'il y avait une bonne affaire pour ma compagnie, c'est-à-dire si elle avait réalisé un profit au-delà de la moyenne, je n'aurais pas été lavé de tout soupçon.



> Certains journaux ont parlé de « système », de « réseau Ferrand ».

Que répondez-vous à cela ?

Un : la justice a tranché. Deux : on ne vit pas sur Mars ! Qui n'a jamais demandé à ses proches : tu ne connais pas quelqu'un qui... Moi, c'est à ça que je marche : à la confiance. C'est la vie. Quand je choisis une connaissance pour un poste à mes côtés, est-ce que je commets un délit ? Je ne crois qu'à la confiance entre les gens. Sinon, rien n'est possible. C'est d'ailleurs comme ça que cela s'est passé avec Emmanuel Macron. Toute ma vie est

faite de rencontres. Est-ce que ces amitiés, ces complicités doivent être interdites parce que le soupçon du conflit d'intérêts empoisonne tout ? Va-t-on finir par codifier aussi ces comportements humains ? Que restera-t-il de nous si l'on fait ça ? Serons-nous toujours des Hommes ?

> Allez-vous engager des poursuites ?

Non. Je ne suis ni rancunier, ni revanchard. Et puis, malheureusement, il n'y a pas d'antidote à la calomnie. Alors, les chiens aboient, la caravane passe... Je voudrais simplement dire qu'on demande aux politiques d'être exemplaires, et c'est une évidence. Mais quand on est journaliste, quand on forme les opinions, on se doit aussi d'être rigoureux et exemplaire. Moi, je suis responsable de tous mes actes et j'en ai rendu compte. Je ne me suis dérobé à rien. J'ai répondu à toutes les questions, fourni tous les documents, répondu à toutes les convocations. On a fouillé dans ma vie des années en arrière. Des milliers de pages ont été passées au crible par les enquêteurs. Entre parenthèses, cela représente des centaines d'heures de travail. Je pense à tous ceux qui sont parfois accusés à tort et qui ne peuvent se défendre, et dont l'honneur est jeté en pâture. J'ai eu la chance de pouvoir prendre un avocat, d'être soutenu et de pouvoir me défendre. Tous n'ont pas cette chance. Je voudrais que tout ce que j'ai subi interroge les auteurs de jugements à l'emporte-pièce, qui ne mesurent pas les dégâts humains qu'ils provoquent.

> Aujourd'hui, la justice vous réhabilite. Il pourrait sembler naturel que vous reveniez au gouvernement ?

Je ne cours pas après un poste. Je serai là où le Président jugera que je suis le plus utile. Je ferai tout pour qu'Emmanuel Macron réussisse son quinquennat et soit réélu dans cinq ans. Pour mener à bien cette mission, le poste que j'occupe est bien plus stratégique que dans un ministère. Et à la place qui est la mienne, je me sens très utile.